

Cela encore une fois, rendra d'autant plus nécessaire, pour la bourgeoisie française, la mise en œuvre de mesures restrictives, afin de limiter les importations, et de réduire le déficit de la balance commerciale.

## II. Les mesures déflationnistes envisagées.

D'ores et déjà des mesures déflationnistes ont été décidées : restriction de crédit (limitation des ventes à tempérament, prorogation des mesures de limitation du crédit adoptées lors de la première grande crise du Franc), ordre du Premier Ministre de restriction de dépenses publiques pour la préparation du budget 1970, etc.

Ainsi, si la situation a pu sembler relativement calme dans les usines, cela ne durera pas bien longtemps ! Il est urgent de faire face avec vigueur, en nous organisant, à ces tentatives de la bourgeoisie de nous étouffer.

### 1) CONSEQUENCES D'UNE DEFLATION.

En effet : si l'on réduit les dépenses du budget de l'Etat, on provoque tout d'abord un blocage du revenu des salariés qui dépendent directement de l'Etat (enseignants, employés, ouvriers des entreprises nationalisées, etc.). Ensuite, on réduit les investissements que peut faire l'Etat, soit directement soit par l'intermédiaire d'entreprises privées travaillant pour lui. De ce fait, on réduit l'activité de ces entreprises et on favorise le chômage qui, à son tour, pèse sur les salaires du secteur concerné.

Les mesures de restriction de crédits vont également dans le même sens : En rendant plus cher le crédit, on freine d'une part la consommation ouvrière, on casse également l'expansion intérieure et, par la même occasion, on se fabrique un nouvel instrument pour éliminer les entreprises marginales qui ne peuvent survivre qu'avec un crédit bon marché.

Naturellement, cette politique est d'abord payée par le prolétariat atteint directement ou indirectement par la réduction de l'activité économique intérieure, mais aussi, par une partie de la bourgeoisie qui travaille essentiellement pour le marché intérieur et qui voit avec la récession se rétrécir ses débouchés. Mais (sur le plan purement économique) ceci importe peu à la grande bourgeoisie des monopoles dont l'Etat est le représentant et le support. En effet, contrairement à l'industrie travaillant pour la demande intérieure, les intérêts principaux des monopoles se trouvent dans la demande extérieure et les bas prix... donc les bas salaires... à l'intérieur.

### 2) LA DEVALUATION.

En tout état de cause, ces mesures seront prises. Elles seront encore plus nécessaires si la bourgeoisie française décide de dévaluer. La dévaluation devient de plus en plus désirée par les capitalistes, notamment les grands monopoles liés avec l'extérieur. Celle-ci en effet leur permettrait de restaurer provisoirement leurs marges de profit en vendant plus à l'étranger.

Elle commence à être publiquement demandée par certains porte-paroles de la bourgeoisie. Régis Paranque écrivait récemment dans "Les Echos" : « Pour la France il n'y a pas d'autre route que l'expansion et la modernisation des structures vieillottes : il serait par trop dangereux que la précocité de la santé quotidienne du franc fasse perdre de vue ce seul vrai problème. »

Pourquoi alors un successeur bourgeois à de Gaulle n'essayerait-il pas de commencer l'après-gaullisme, de la même manière dont le gaullisme avait commencé : c'est-à-dire par une dévaluation doublée d'un « plan de redressement » aux frais des travailleurs ? Telle est la voie que montre Paranque : dévaluons la monnaie pour la stabiliser et nous donner les coudées franches, puis retournons les manches des travailleurs pour que l'industrie française rattrape son retard !